



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Conférence générale

41^e session, Paris 2021

rep

Rapport

41 C/REP/19

17 septembre 2021

Anglais et français seulement

RAPPORT DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL SUR SES ACTIVITÉS

PRÉSENTATION

Source : L'article 29.3 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (« Convention du patrimoine mondial ») dispose que « le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ».

Contexte : Le Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (« Comité du patrimoine mondial ») a été créé par l'article 8 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la Conférence générale, à sa 17^e session, le 16 novembre 1972.

Objet : Le présent document contient le rapport concernant les principales activités et décisions du Comité du patrimoine mondial depuis la 22^e session de l'Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial, tenue les 27 et 28 novembre 2019. Il constitue une synthèse du document WHC/21/44.COM/5A, qui a été présenté au Comité du patrimoine mondial à sa 44^e session prolongée (Fuzhou/Réunion en ligne, 2021) et actualisé par la suite, et qui peut être consulté à l'adresse suivante : <https://whc.unesco.org/archive/2021/whc21-44com-5A-fr.pdf>.



Job: 202102904

I. Introduction

1. Le présent document a pour objet de fournir à la Conférence générale de l'UNESCO des informations concernant les principales activités et décisions du Comité du patrimoine mondial depuis la 22^e session de l'Assemblée générale des États parties (27-28 novembre 2019) dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Les principales activités et décisions du Comité du patrimoine mondial sont regroupées en fonction de ses objectifs stratégiques. La situation sanitaire mondiale n'ayant pas permis la tenue d'une session en 2020, une 44^e session prolongée s'est tenue du 16 au 31 juillet 2021 (Fuzhou/Réunion en ligne).

II. Informations sur les réunions statutaires

Nombre actuel d'États parties à la Convention du patrimoine mondial

2. En juillet 2021, la *Convention* du patrimoine mondial comptait 194 États parties¹.

Membres actuels du Comité du patrimoine mondial

3. **Vingt et un membres** : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chine, Égypte, Espagne, Éthiopie, Fédération de Russie, Guatemala, Hongrie, Kirghizistan, Mali, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Saint-Kitts-et-Nevis, Thaïlande.

4. La durée des mandats s'étend jusqu'à la **fin de la 41^e session de la Conférence générale** (2021) pour l'Australie, Bahreïn, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Chine, l'Espagne, le Guatemala, la Hongrie, le Kirghizistan, la Norvège, l'Ouganda et Saint-Kitts-et-Nevis ; et jusqu'à la **fin de la 42^e session de la Conférence générale** (2023) pour l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, le Mali, le Nigéria, Oman et la Thaïlande.

Composition du Bureau du Comité du patrimoine mondial depuis la 22^e Assemblée générale des États parties (2019)

5. Pour la 44^e session prolongée du Comité du patrimoine mondial (juillet 2019 – juillet 2021), la présidence était assurée par M. Tian Xuejun (Chine), la vice-présidence par Bahreïn, l'Espagne, le Guatemala, la Hongrie et l'Ouganda, et les fonctions de rapporteure par Mme Miray Hasaktun Wosinski (Bahreïn).

6. À sa 44^e session prolongée, le Comité du patrimoine mondial a élu son bureau comme suit : **S. E. M. Alexander Kuznetsov (Fédération de Russie)**, Président, jusqu'à la fin de la 45^e session du Comité ; **l'Espagne** et **Saint-Kitts-et-Nevis**, Vice-Présidents, jusqu'à la fin de la 23^e session de l'Assemblée générale (2021) ; **l'Afrique du Sud**, **l'Arabie saoudite** et la **Thaïlande**, Vice-Présidents jusqu'à la fin de la 45^e session du Comité ; **Mme Miray Hasaktun Wosinski (Bahreïn)**, Rapporteure, jusqu'à la fin de la 23^e session de l'Assemblée générale (2021). Les vice-présidents des groupes I et III et le rapporteur de la 45^e session seront élus lors d'une session extraordinaire (novembre 2021). La 45^e session aura lieu à Kazan (Fédération de Russie), du **19 au 30 juin 2022**.

III. Informations relatives à la mise en œuvre des objectifs stratégiques

(a) Renforcer la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial

7. Depuis la 22^e session de l'Assemblée générale (2019), 34 biens ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, et un bien en a été rayé. À sa 44^e session prolongée (Fuzhou/Réunion en ligne, 2021), le Comité du patrimoine mondial a inscrit cinq biens naturels et 29 biens culturels et approuvé l'extension de trois biens déjà inscrits sur la Liste.

¹ La liste des États parties à la Convention du patrimoine mondial peut être consultée en ligne à l'adresse suivante : <http://whc.unesco.org/fr/etatsparties/>.

8. En juillet 2021, le nombre total de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial s'élevait à 1 154 (897 biens culturels, 218 biens naturels et 39 biens mixtes)². Ces biens sont situés dans 167 États parties (ce qui signifie que 26 États parties n'ont aucun bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial).

9. En juillet 2021, le nombre total de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril s'élevait à 52 (36 biens culturels et 16 biens naturels)³.

10. À sa 44^e session prolongée, à l'issue d'intenses délibérations, le Comité du patrimoine mondial a décidé de ne pas approuver les recommandations des organisations consultatives concernant 15 des 17 nominations présentées dans le projet de décision. Huit biens sont passés du renvoi à l'inscription, et sept biens sont passés du différé à l'inscription.

11. Le groupe de travail ad hoc établi par le Comité en 2014, qui se réunit entre les sessions, a examiné la réforme du processus de nomination. À sa 44^e session prolongée, le Comité a décidé d'adopter le processus de nomination réformé (décision 44 COM 11), qui vise à restaurer et améliorer la crédibilité et l'équilibre de la Liste du patrimoine mondial et à favoriser des nominations de grande qualité pour des sites à fort potentiel de succès, grâce à un dialogue renforcé entre les États parties et les organisations consultatives à un stade très précoce. Le Comité a également décidé de proroger le mandat du groupe de travail ad hoc, divisé en deux sous-groupes, afin qu'il analyse et propose des solutions durables et innovantes pour le financement du processus de nomination ; qu'il soumette des idées concrètes pour assurer une viabilité financière à long terme et faire éventuellement des économies sur l'utilisation des ressources de la Convention ; qu'il procède au recensement des prestataires de services consultatifs actuels et de ceux qui pourraient venir s'y ajouter au besoin ; qu'il envisage les critères et le mode de gouvernance qui devraient s'appliquer à une coopération du Comité avec les organisations internationales et non gouvernementales. Le Comité examinera les résultats du groupe de travail ad hoc à sa 45^e session.

12. En outre, des réunions et des ateliers internationaux, interrégionaux et régionaux ont été organisés dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible. On trouvera des renseignements détaillés sur toutes ces activités à l'adresse <https://whc.unesco.org/archive/2021/whc21-44com-5A-fr.pdf> ; par ailleurs, une évaluation de la Stratégie globale a été présentée à la 44^e session prolongée (voir <https://whc.unesco.org/en/documents/187906> (en anglais) et décision **44 COM 8**).

(b) Assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial

Rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial examinés par le Comité depuis la 22^e session de l'Assemblée générale (2019)

13. Au total, **255** rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, dont **53** concernant des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ont été examinés à la 44^e session prolongée du Comité du patrimoine mondial (Fuzhou/Réunion en ligne, 2021). Depuis la 22^e session de l'Assemblée générale des États parties, en 2019, un bien a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril, un bien en a été rayé et un bien a été supprimé de la Liste du patrimoine mondial.

Demandes d'assistance internationale auprès du Fonds du patrimoine mondial accordées depuis la 22^e session de l'Assemblée générale (2019)

14. Un montant de plus de 1 400 000 dollars a été approuvé depuis la 22^e session de l'Assemblée générale (2019). La répartition de ces fonds, ventilée par région, est détaillée à l'adresse <http://whc.unesco.org/archive/2021/whc21-44com-13-fr.pdf>.

² La Liste du patrimoine mondial est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://whc.unesco.org/fr/list/>.

³ La Liste du patrimoine mondial en péril est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://whc.unesco.org/fr/list/danger>.

Rapports périodiques

15. Des rapports sur les résultats du troisième cycle de rapports périodiques dans les États arabes et en Afrique ont été présentés au Comité du patrimoine mondial à sa 44^e session prolongée (Fuzhou/Réunion en ligne, 2021). Un rapport sur le troisième cycle de rapports périodiques en Afrique a également été présenté, de même qu'un rapport intérimaire sur la mise en œuvre des plans d'action concernant le deuxième cycle de rapports périodiques dans toutes les régions et un rapport intérimaire sur le troisième cycle de rapports périodiques dans les autres régions.

Mécanisme de suivi renforcé

16. Le mécanisme de suivi renforcé est un processus de coopération constante avec l'État partie concerné (décision **31 COM 5.2**). Compte tenu des décisions du Comité du patrimoine mondial, il continue de s'appliquer à neuf biens : Parc national de Manovo-Gounda Saint-Floris (République centrafricaine), Parc national des Virunga (République démocratique du Congo), Parc national de Kahuzi-Biega (République démocratique du Congo), réserve de faune à okapis (République démocratique du Congo), Tombouctou (Mali), tombeau des Askia (Mali), temple de Preah Vihear (Cambodge), Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts (site proposé par la Jordanie), monuments médiévaux au Kosovo (Serbie). Le Comité a également décidé de cesser d'appliquer le mécanisme à deux biens : Parc national de la Garamba (République démocratique du Congo) et Parc national de la Salonga (République démocratique du Congo).

(c) Promouvoir le développement d'un renforcement efficace des capacités dans les États parties

Stratégie de renforcement des capacités

17. Au cours de la période biennale écoulée, le Centre du patrimoine mondial et les organisations consultatives ont entrepris, en coopération étroite avec les États parties et les centres de catégorie 2, un certain nombre d'activités qui ont directement contribué à la mise en œuvre de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités (WHCBS), adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 35^e session (UNESCO, 2011). Ils ont notamment lancé des programmes visant à renforcer les institutions régionales et nationales chargées de la protection du patrimoine, d'initiatives de formation à l'intention des professionnels et des jeunes, et de l'élaboration de nouveaux supports d'orientation. À sa 45^e session, le Comité examinera une évaluation indépendante et axée sur les résultats des travaux de la WHCBS, fondée sur des consultations étroites et un processus participatif, transparent et inclusif avec les États parties et d'autres acteurs et bénéficiaires du renforcement des capacités.

Activités éducatives

18. Plusieurs forums internationaux et régionaux des jeunes sur le patrimoine mondial ont été organisés par le Centre du patrimoine mondial, ou avec son aide, afin de proposer des activités éducatives, notamment dans le pays hôte des dernières sessions du Comité du patrimoine mondial (Chine).

19. Dans le cadre de la campagne de volontariat pour le patrimoine mondial 2020-2021, de nombreux camps ont été organisés sur plusieurs sites du patrimoine mondial, et les projets retenus pour la période, sur le thème « Encourager l'engagement des jeunes en faveur du patrimoine mondial », ont été annoncés récemment.

20. On trouvera un inventaire détaillé des activités susmentionnées et d'autres activités éducatives dans le document WHC/21/44.COM/5A (<https://whc.unesco.org/archive/2021/whc21-44com-5A-fr.pdf>).

(d) Accroître la sensibilisation, la participation et le soutien au patrimoine mondial par la communication

Sensibilisation

21. En 2020, le site Web du patrimoine mondial de l'UNESCO (<http://whc.unesco.org>) a reçu en moyenne 32 485 visites par jour. Les visites sur le site Web du Centre du patrimoine mondial représentent 32 % du total des pages vues.

22. En 2020 et 2021, cinq numéros de la lettre d'information électronique « Information du patrimoine mondial » ont été envoyés aux abonnés, en français et en anglais.

23. Des articles et des entretiens sur le thème du patrimoine mondial ont été publiés en réponse aux demandes de nombreux médias nationaux et internationaux de premier plan.

Publications

24. Entre 2020 et 2021, 50 000 exemplaires de la carte du patrimoine mondial ont été produits et diffusés en anglais (33 000), en français (11 000) et en espagnol (6 000). La version chinoise, au format électronique, est disponible en ligne.

25. Sept numéros du magazine trimestriel *Patrimoine mondial* (numéros 93 à 99) ont paru entre novembre 2019 et août 2021.

Accords bilatéraux avec les États parties et partenariats

26. Pendant la période considérée, des accords bilatéraux ont été conclus ou prorogés avec 14 États parties et la Commission européenne.

27. Pendant la période considérée, le Centre du patrimoine mondial a noué ou reconduit 15 partenariats avec des entreprises du secteur privé, des fondations et des organisations non gouvernementales, tous gérés en consultation étroite avec le Bureau de la planification stratégique (BSP) de l'UNESCO. Les inventaires des partenariats actuels et envisagés avec le secteur privé et les fondations ont été présentés au Comité dans les documents WHC/19/43.COM/5A (<https://whc.unesco.org/archive/2019/whc19-43com-5A-fr.pdf>) et WHC/21/44.COM/5A (<https://whc.unesco.org/archive/2021/whc21-44com-5A-fr.pdf>).